

## Chapitre XX

### Régions, écologie : remèdes pour une Europe en crise

« Je sens venir une série de catastrophes organisées par nos soins diligents quoique inconscients. Si elles sont assez grandes pour réveiller le monde, pas assez pour tout écraser, je les dirai pédagogiques, seules capables de surmonter notre inertie et l'invincible propension des chroniqueurs à taxer de "psychose d'Apocalypse" toute espèce de dénonciation d'un facteur de danger bien avéré, mais *qui rapporte*<sup>1</sup>. »

#### « Pédagogie des catastrophes » d'un écrivain-prophète

Cet épigraphe est extrait de *L'Avenir est notre affaire*, dernier essai de philosophie morale et politique publié en 1977 par Denis de Rougemont. C'est notamment grâce au succès de ce livre que l'écrivain suisse a accédé au statut de porte-parole de l'écologie. À vrai dire, l'importance de *L'Avenir est notre affaire* ne tient pas au caractère innovant des thèses qui y sont développées : tout ce qui s'y trouve a déjà été écrit ailleurs par son auteur, sous d'autres formes. Comme souvent dans l'œuvre d'un écrivain, chaque livre reprend un air déjà connu : le ton change, mais c'est toujours la même chanson. Néanmoins, si *L'Avenir est notre affaire* a rencontré un assez large écho, notamment dans la presse française<sup>2</sup>, c'est entre autres parce qu'il fut publié dans des circonstances particulières, au même moment que la manifestation de Creys-Malville en juillet 1977, laquelle s'est soldée par la mort du militant antinucléaire Vital Michalon suite à des échauffourées avec le service d'ordre. À l'époque, l'émotion fut grande en France, mais aussi en Suisse romande, où la communauté intellectuelle et scientifique se mobilisa contre le projet de construction du surgénérateur Super-Phénix sur le site de cette petite commune de l'Isère, entre Lyon et Genève<sup>3</sup>.

1. DdR, *L'Avenir est notre affaire*, Paris, Plon, 1977, p. 363.

2. Citons par exemple : « Denis de Rougemont, le retour d'un hérétique », *Le Nouvel Observateur*, Paris, n° 673, 9 octobre 1977, p. 96-97, 99, 102, 110, 115, 118, 126, 132.

3. Sur les réactions qu'a suscité Super-Phénix : Association pour l'appel de Genève (APAG), *Livre jaune sur la société du plutonium*, Neuchâtel, La Baconnière, 1981. Rougemont fut l'un des rédacteurs de l'appel de Genève, adopté le 2 octobre 1978 et réclamant un débat public sur le projet de surgéné-

Plaidoyer antinucléaire, mais pas seulement, *L'Avenir est notre affaire* venait à point nommé exprimer, dans une synthèse dont le style tranchait avec la littérature parfois aride des scientifiques ou des militants, les préoccupations des mouvements écologistes auxquels Rougemont offrait un slogan – « Écologie, régions, Europe fédérée : même avenir ! » – et une doctrine dont de nombreux éléments avaient été élaborés durant l'entre-deux-guerres.

La « pédagogie des catastrophes » dont Denis de Rougemont se fait l'apôtre au sein de l'extrait reproduit ci-dessus caractérise assez bien le rôle qu'il entendait jouer dans la Cité. Dans une étude parue quelques années plus tôt, où il s'attachait à redéfinir son travail d'intellectuel engagé, Rougemont définissait trois figures types d'écrivain : le *ludion*, le *contestataire* et le *prophète*. Si le *ludion*, « immergé dans l'époque », est capable d'en reconstituer l'atmosphère particulière, il reste néanmoins « passif », il ne cherche pas à peser sur l'événement, il ne fait qu'enregistrer son écho. Le *contestataire*, comme son nom l'indique, « réagit contre l'époque », mais son refus, pour « dévastant » et « impitoyable » qu'il soit, s'avère rapidement inefficace faute d'un projet alternatif à promouvoir. Face à ces deux figures se dresse le *prophète*, c'est-à-dire celui qui « sent l'époque (bien mieux que le ludion) dans la mesure où il la refuse (bien plus radicalement que le contestataire), mais s'il la juge et la refuse, c'est au nom d'une vision meilleure qu'il annonce, illustre, anticipe<sup>4</sup>... » Rougemont inclinait naturellement vers cette troisième catégorie, comme en témoignent dans ses écrits les références aux grands prophètes de la tradition biblique, tels Esaïe ou Jérémie<sup>5</sup>.

Le débat autour du nucléaire, civil et militaire, a cristallisé cette rhétorique prophétique et apocalyptique si caractéristique de la prose de Denis de Rougemont à partir des années 1970-1980. Dans sa préface à un ouvrage paru au moment de la crise des euromissiles, Rougemont résumait par un aphorisme le paradoxe de nos sociétés contemporaines : « Notre mort individuelle est inévitable, et pourtant nous faisons tout pour l'éviter. La guerre nucléaire est évitable, et nous faisons tout ce qu'il faut pour qu'elle arrive. » Cette « tendance suicidaire du genre humain » ne pouvait être résolue que par un désarmement inconditionnel et généralisé, solution « irréaliste » selon les sceptiques, la seule « raisonnable » selon Rougemont, si l'on souhaite que l'Histoire continue<sup>6</sup>. Certains ont ironisé sur le changement d'orientation de l'écrivain, alors qu'il ne manifesta que peu d'intérêt pour le mouvement Pugwash (né d'un manifeste signé notamment par Bertrand Russell et Albert Einstein en 1955, appelant à une réduction des armes nucléaires) et soutint le développement de l'énergie nucléaire

rateur : *Entretien de l'auteur avec Ivo Rens*, président-fondateur de l'APAG, août 2010. Sur l'APAG : RENS I., *Itinéraire d'un universitaire genevois*, Bruxelles, Bruylant, 2009, p. 121-135.

4. DdR, « L'écrivain et l'événement », *Le Cheminement des Esprits*, op. cit., p. 189-190.

5. DdR, *L'Avenir est notre affaire*, op. cit., p. 370. Voir également sa préface à LAUNAY B. de, *Le Poker nucléaire : comme brebis à l'abattoir*, Paris, Syros, 1983, p. 15.

6. Préface à LAUNAY B. de, op. cit., p. 14.

dans les années 1950. À quoi Rougemont répondait avec malice que « s'il connaissait beaucoup d'hommes qui, ayant approuvé le recours au nucléaire, avaient ensuite déchanté, il ne rencontra jamais d'opposants ayant effectué le cheminement contraire<sup>7</sup> ! »

La critique de Rougemont – au-delà des problèmes de prolifération dans le domaine militaire – procédait de divers facteurs<sup>8</sup>. Premièrement, il s'inquiétait de l'impact de l'exploitation nucléaire, qu'il s'agisse des risques d'accidents des sites en activité, mais aussi de la gestion des déchets des centrales arrivées en fin de vie. Il soulignait par ailleurs à quel point les programmes de développement se réalisaient dans la plus totale opacité. Or « l'obligation de subir nous donne le droit de savoir », pour reprendre une formule de Jean Rostand citée par la célèbre biologiste Rachel Carson<sup>9</sup>. C'est pourquoi Rougemont en appelait à une expertise indépendante et à des débats contradictoires. Tel fut l'objet, par exemple, des premières déclarations et activités du groupe de Bellerive, cénacle d'intellectuels et de scientifiques créé à Genève par Denis de Rougemont et le prince Sadruddin Aga Khan suite aux manifestations de Creys-Malville<sup>10</sup>. Enfin, malgré ce qu'en disaient les lobbyistes, Rougemont dénonçait le coût extrêmement élevé des centrales, sachant que les investissements effectués se réalisaient au détriment des énergies alternatives. À la limite, affirma-t-il un jour, l'État serait prêt à investir dans les énergies propres s'il trouvait « le moyen d'intercaler un compteur entre le soleil et les citoyens<sup>11</sup> »...

### Comment dépasser l'État-nation : l'Europe des régions

Le nucléaire n'est qu'un symptôme : derrière ces multiples accusations, Denis de Rougemont met en cause un système global, où règne l'idéologie de la croissance illimitée malgré l'évidente raréfaction des ressources naturelles, où la démocratie – conçue comme la participation active des citoyens – est court-circuitée, où la *puissance* de l'État s'impose à la *liberté* des personnes... La boutade sur le compteur solaire en particulier est éclairante,

7. Anecdote rapportée par Sadruddin Aga Khan dans PUYMÈGE G. de (éd.), *Du personnalisme au fédéralisme européen*, op. cit., p. 198.

8. DdR, *L'Avenir est notre affaire*, op. cit., p. 61-82.

9. CARSON R., *Printemps silencieux*, Paris, Plon, 1963, p. 34.

10. Lors de sa fondation en 1977, le groupe de Bellerive était composé, outre Sadruddin Aga Khan et Denis de Rougemont, de Jacques Freymond, Martin M. Kaplan, Lew Kowarski, Niall MacDermot, Olivier Reverdin, Paul Sieghart, William A. Visser't Hooft, Victor F. Weisskopf et Michel de Perrot (secrétaire). Parmi les colloques organisés par le groupe et publiés du vivant de Rougemont, citons : PERROT M. de (dir.), *Énergie nucléaire et société (Genève, 15-17 février 1979)*, Paris, New York, Oxford, Pergamon Press, 1982 ; PERROT M. de (dir.), *Énergie et société : le choix des énergies et ses implications socio-économiques (Paris, 16-18 septembre 1981)*, Paris, New York, Oxford, Pergamon Press, 1982.

11. DdR, « Plaise à Dieu que je sois un faux prophète » [entretien réalisé en 1985], *Temps européens*, Genève, automne 1996, p. 40.

si l'on cherche à dégager l'une des singularités de Rougemont au sein des écologistes : celui-ci rejoignait le souci des mouvements autonomistes et régionalistes – auxquels il s'intéressait depuis le début des années 1960 – dans la volonté de bénéficier d'une énergie décentralisée et non monopolisée par l'État. Car tel était bien le principal responsable de la crise à ses yeux : l'État, ou plus précisément l'État-nation moderne, par sa prétention à tout régir « en souverain » à partir des bureaux d'une capitale, par son obsession du territoire et de la frontière – cette frontière qui bloque tout, « sauf la pollution elle-même<sup>12</sup> »...

La critique de l'État-nation dérive d'une théorie du fédéralisme dont Denis de Rougemont précisa de nouveau les termes au tournant des années 1970. Dans *L'Un et le Divers*, petit opuscule publié à la suite de deux conférences prononcées en 1969 et 1970 à Paris et à Bonn, l'écrivain reformula ainsi sa pensée fédéraliste, dont il avait énuméré les principes lors de son discours de Montreux en 1947 :

« Je propose d'appeler *problème fédéraliste* une situation dans laquelle s'affrontent deux réalités humaines antinomiques mais également valables et vitales, de telle sorte que la solution ne puisse être cherchée ni dans la réduction de l'un des termes, ni dans la subordination de l'un à l'autre, mais seulement dans une création qui englobe, satisfasse et transcende les exigences de l'un et de l'autre. J'appellerai donc *solution fédéraliste* toute solution qui prend pour règle de respecter les deux termes antinomiques en conflit tout en les composant de telle manière que la résultante de leur tension soit positive<sup>13</sup>. »

Transcender les exigences donc, mais respecter les deux termes antinomiques *en conflit*. Ce qui veut dire, en somme, que le conflit n'est jamais vraiment annulé : il est constitutif du problème, comme de sa solution. Inutile de chercher un système qui imposerait la stabilité à tout prix, car l'essentiel tient avant tout dans la recherche de l'équilibre, sans cesse mis à l'épreuve. Cette pensée en tension, Rougemont souhaitait qu'elle se manifeste à toutes les échelles, du particulier au plus général, et dans tous les domaines. En matière d'*instruction* et d'*éducation*, par exemple, le but est d'obtenir un juste dosage entre « spécialisation » et « culture générale », mais aussi entre respect des règles communes et développement individuel<sup>14</sup> (initiation et initiative). Dans le domaine de l'*urbanisme* et de l'*habitat*, il s'agit de satisfaire les besoins également vitaux de « solitude et de sociabilité » (d'où la critique des grands ensembles urbains, où l'on est toujours « seul en masse »). De même, sur le plan *religieux*, le but de

12. DdR, « Pourquoi des Régions? », *Bulletin du CEC*, Genève, XV<sup>e</sup> année, n<sup>os</sup> 1-2, printemps-été 1975, p. 11.

13. DdR, *L'Un et le Divers*, *op. cit.*, p. 21-22.

14. DdR, « Éducation européenne », *Bulletin du CEC*, Genève, III<sup>e</sup> année, n<sup>os</sup> 67, octobre-novembre 1954, p. 14.

l'œcuménisme est la réconciliation des différentes confessions dans « l'unité de l'Église<sup>15</sup> ». Quant aux questions du *couple* et de l'*amour*, qui ont tant occupé Rougemont, elles condensent un bon nombre de problèmes du même ordre : comment concilier le souci de soi – sans tomber dans l'égoïsme – et le souci de l'autre – sans renoncer à soi –, comment faire jouer ensemble *Agapè* et *Éros*, amour actif et passion amoureuse<sup>16</sup> ?

Sur le plan de la philosophie politique, Rougemont puisait sa réflexion dans les analyses de Proudhon sur l'autogestion<sup>17</sup>, mais aussi celles de Tocqueville dans *De la démocratie en Amérique* sur les communes des premières colonies de la Nouvelle-Angleterre. L'écrivain en appelait ainsi à une redistribution radicale du pouvoir, divisant et répartissant le « phénomène État » *du bas vers le haut*, de la personne à la communauté continentale européenne, en passant par une multitudes d'échelons – communes, grappes de communes, régions, grappes de régions... Afin que les personnes se sentent à la fois libres et responsables, il leur fallait des cadres adaptés à leurs besoins et moyens d'action. C'est pourquoi la commune et la région « plurifonctionnelle<sup>18</sup> » forment le cœur de l'architecture fédérale : autant qu'à l'efficacité ou à l'économie des moyens<sup>19</sup>, c'est à une exigence de *participation* que répond cette construction en réseaux d'une vertigineuse complexité, où s'efface l'idée de territoire propre à l'État-nation, lequel perd sa valeur de référentiel unique : « Ce n'est pas que je récuse l'État, précisait Rougemont, ni l'ordre contractuel d'une société avec ses cadres et ses mécanismes. Je demande seulement qu'il corresponde aux réalités humaines et *qu'il les serve*, au lieu de prétendre à les régir en souverain<sup>20</sup>. »

Pour adopter une telle souplesse dans la gestion de la vie publique, il fallait se déprendre des réflexes unitaires inculqués depuis des décennies par la propagande nationaliste, *via* l'école, la presse et l'armée. Il fallait admettre que l'État ne se confond pas nécessairement avec la nation, et que devenir un citoyen européen (terme peu utilisé par Rougemont, qui lui préférait celui de « civisme ») ne signifiait pas substituer une allégeance supranationale à une allégeance nationale, mais au contraire *multiplier* les allégeances :

« Je suis Neuchâtelois par ma naissance, ma tradition et mon accent ; à ce canton va donc mon allégeance patriotique. Neuchâtel fait partie de la fédération suisse : mon passeport et mon allégeance nationale sont donc suisses. Je suis aussi un écrivain français : la francophonie européenne, c'est-

15. DdR, « Fédéralisme, personnalisme, œcuménisme », *Liber Amicorum Henri Brugmans*, *op. cit.*, p. 124-135.

16. DdR, *L'Amour et l'Occident*, Paris, Plon, 1972, p. 421.

17. Sur l'influence de Proudhon : YOYENNE B., *Histoire de l'idée fédéraliste : les lignées proudhoniennes*, tome III, Paris, Presses d'Europe, 1981.

18. Voir sur ce point l'étude de ROEMHELD L., « Le régionalisme plurifonctionnel de Denis de Rougemont », *Cadmos*, Genève, n<sup>os</sup> 60-61, hiver 1992-printemps 1993, p. 95-117.

19. DdR, « Écologie, Régions, Europe fédérée : même avenir », *Cadmos*, Genève, n<sup>o</sup> 5, printemps 1979, p. 10.

20. DdR, *Lettre ouverte aux Européens*, *op. cit.*, p. 186-187.

à-dire la France actuelle, la Wallonie, le Val d'Aoste et la Suisse romande, constitue donc mon allégeance culturelle. Mais je suis aussi protestant, ce qui représente une allégeance mondiale (ce serait pareil si j'étais communiste, ou catholique, évidemment). Et je fais partie d'un très grand nombre de réseaux de relations parentales, professionnelles, intellectuelles, spirituelles ou affectives, *qui n'ont pas de frontières communes*, et la plupart du temps pas de frontières du tout. Si l'on exigeait que tout cela soit unifié et uniformisé dans les limites géographiques d'un territoire délimité au mètre près par les hasards de l'histoire, je crierais à la dictature totalitaire, c'est-à-dire que je crierais à l'assassin, au gangster et au fou<sup>21</sup> ! »

Denis de Rougemont fait ici sortir quelque peu l'analyse de sa gangue européiste. Si constitutive jusque-là de l'identité culturelle de la personne, l'Europe se diluait désormais au sein d'une « pluralité d'appartenances » : le canton, la nation, le monde... Sans doute l'écrivain a-t-il toujours revendiqué cette pluralité, mais ce n'est qu'à partir de ce texte qu'elle apparaît en pleine lumière, nourrissant la théorie, nuanciant une vision que certains jugeaient, parfois à raison, trop européocentrée, sinon trop essentialiste dans sa dimension culturelle.

Cela dit, l'Europe n'en demeurait pas moins toujours, aux yeux de l'écrivain suisse, le véritable cadre d'analyse. Résolument pragmatique, c'était toutefois dès lors davantage au nom de l'efficacité et de l'approfondissement de la démocratie que la conception fédéraliste de Rougemont se développait. Au fur et à mesure que s'éloignait le temps des conflits intra-européens et que le nationalisme perdait de sa puissance idéologique, Rougemont nuança ainsi sa critique récurrente de l'État-nation « gangster » en insistant davantage sur son caractère périmé face aux nécessités du temps, accroché à une souveraineté qui devenait chaque jour de plus en plus illusoire. Reprenant la formule de son ami Alexandre Marc, il affirmait qu'il était « à la fois trop petit et trop grand » : trop petit « pour assurer son indépendance », trop grand pour animer la vie locale, économique, culturelle et civique<sup>22</sup>. C'est pourquoi Rougemont en appelait au « dépassement » de l'État-nation : le dépasser ne signifiait pas le supprimer, mais le considérer comme un échelon parmi d'autres, *démystifié*, de l'action politique et de la représentation collective.

Nous avons noté dans le précédent chapitre à quel point cette construction théorique heurtait la conception républicaine de la nation. La République française n'offrait-elle pas cette allégeance unique que Denis de Rougemont récusait : une devise, « Liberté-Égalité-Fraternité », et des principes, telle la laïcité, dans lesquels chaque citoyen pouvaient se reconnaître, condition d'une vie en commun au-delà des différences ? « Une et indivisible », la République n'était-elle pas préférable à cette

21. DdR, *Lettre ouverte aux Européens*, op. cit., p. 186.

22. DdR, *L'Un et le Divers*, op. cit., p. 11-12.

architecture si complexe décrite par l'écrivain, multipliant les appartenances et les communautés, pour ne pas dire l'exclusion et le communautarisme ? L'objection renvoie à la tension entre participation et représentation comme fondements démocratiques du contrat social.

Par une question volontairement provocante adressée lors d'un colloque autour de *L'Avenir est notre affaire*, le professeur italien Raimondo Strassoldo demanda à Rougemont si la participation correspondait vraiment à un besoin réel des citoyens<sup>23</sup>. Strassoldo évoquait les tentatives le plus souvent avortées de démocratie directe, qui prouveraient que les citoyens, prenant conscience de la complexité des problèmes, des conflits irréductibles, préféreraient se replier sur la sphère privée et déléguer leurs pouvoirs aux autorités élues. Cette attitude serait en définitive une preuve de confiance et non d'aliénation. Denis de Rougemont refusait de raisonner en ces termes :

« La participation est une *nécessité absolue*, écrivait-il, sans laquelle il n'y a aucune société possible. On ne va pas demander à chacun s'il a besoin de participer. C'est une évidence qui saute aux yeux : s'il n'y pas de participation des citoyens, il n'y a pas de société, en tout cas pas démocratique<sup>24</sup>. »

Résumons la pensée de Denis de Rougemont en isolant les problèmes de représentation et de participation. Les deux principes sont théoriquement complémentaires, mais pratiquement, c'est la représentation politique qui préside aux destinées du corps politique. Étant donné que cette représentation fait par nature toujours défaut, le déficit démocratique induit est censé être corrigé, compensé, sinon par le referendum, du moins par l'alternance. Selon Rougemont, ce mécanisme n'est qu'un leurre : une élite en remplace une autre (en réalité, c'est strictement la même<sup>25</sup>), mais elle sera à son tour écartée du pouvoir au scrutin suivant par des électeurs éternellement insatisfaits des réformes qu'on leur impose. Sur le terreau de ce mécontentement, les partis extrémistes fustigent le système parlementaire et l'inaction des élites en place. Ils séduisent un peuple privé de la possibilité d'agir directement sur son propre destin, réveillé par un discours démagogique qui lui promet la lune. Les écrits de Denis de Rougemont – ceux des années 1930 et des années 1970-1980 en particulier – convergent tous plus ou moins vers cette idée : l'absence de participation, la *déresponsabilisation* généralisée, « le défaut de civisme », appellent mécaniquement un durcissement, une radicalisation de la demande et de l'offre politique. Ce n'est donc pas la représentation, intrinsèquement déficiente, en faveur

23. STRASSOLDO R., *Autour de « L'Avenir est notre affaire »*, Lausanne, fondation Charles Veillon, 1984, p. 145-146 [édité par Gérard de Puymège].

24. DdR, *Autour de « L'Avenir est notre affaire »*, *op. cit.*, p. 160.

25. La valse des dirigeants masque le fait que les élites au pouvoir sont comparables sociologiquement, sinon idéologiquement, malgré les querelles de partis qui font la « une » des journaux et créent l'illusion d'un débat contradictoire, et donc d'un dynamisme de la démocratie. Le slogan « ni droite, ni gauche », que Rougemont et les intellectuels « non-conformistes » adoptèrent dans les années 1930, résume la volonté de dépasser ce qui est présenté comme un faux dilemme.



de laquelle Rougemont milite essentiellement, mais la participation, seule garantie contre une extension démesurée des pouvoirs de l'État, puisqu'elle vise au contraire à fragmenter et à décentraliser le pouvoir au maximum. Cela suppose une réforme des institutions, mais aussi une véritable prise de conscience, une « éducation » fédéraliste qui vise à intégrer l'idée que l'État « c'est nous, et pas eux<sup>26</sup> ». En somme, favoriser l'autogestion, s'impliquer dans sa commune, dans sa région, là où l'on vit – et donc en avoir les moyens, sans devoir toujours en référer à l'État –, au sein d'une fédération qui préserve les diversités et autonomies locales tout en permettant de connaître des horizons plus vastes – européens et mondiaux – que ceux délimités par les frontières des États-nations.

Cette approche de la politique, articulée autour des notions de personne, de commune, de région, de fédération, transparait clairement dans la charte fondatrice de l'association ECOROPA, dont Denis de Rougemont fut le premier président. Fondée en décembre 1976 autour d'un certain nombre d'intellectuels européens<sup>27</sup>, ECOROPA avait en effet pour objectif de « définir à tous les niveaux (communal, régional, européen) les bases d'une société de liberté, en équilibre avec la nature, en harmonie avec elle-même, et conforme à la responsabilité que l'Europe doit assumer<sup>28</sup> ». L'historien des sciences Jacques Grinevald, lui-même un ancien membre d'ECOROPA, a relativisé l'influence de Rougemont au sein de ce réseau intellectuel, rappelant avec raison que sa nomination à la présidence avait un caractère « honorifique » et « symbolique » avant tout<sup>29</sup>. Il n'en reste pas moins que les thèmes et le vocabulaire employés dans la charte de l'association, comme par exemple dans les campagnes de sensibilisation qu'elle mena à l'occasion des premières élections du Parlement européen au suffrage universel en 1979, portent de toute évidence le style de l'écrivain suisse.

Organisation de nombreux colloques sur l'Europe des régions, présidence de l'association ECOROPA, rédaction de *L'Avenir est notre affaire*, participation au groupe de Bellerive, appel de Genève, etc. : les années 1970-1980 furent marquées par une activité débordante et multiforme, Rougemont voyant dans l'engagement régionaliste et écologiste une possibilité de redéployer ses thèses fédéralistes dans un contexte d'essoufflement et de marginalisation des mouvements européens nés après 1945. Néanmoins, si l'on s'en tenait à la critique de l'État-nation, ainsi qu'à la

26. DdR, *L'Avenir est notre affaire*, op. cit., p. 227-228.

27. Parmi lesquels Armand Petitjean, Édouard Kressman, Carl Amery, Bernard Charbonneau, Jacques Ellul, Edward Goldsmith, Jean-Marie Pelt, Manfred Siebker.

28. Extrait de la déclaration adoptée à l'issue de la réunion fondatrice d'ECOROPA à Paris, les 11 et 12 décembre 1976. BPUN, « ECOROPA ».

29. Grinevald critique en particulier le travail du politologue Jean Jacob, qui a fait d'ECOROPA « l'Internationale de Denis de Rougemont » : JACOB J., *Le Retour de « L'Ordre nouveau*, op. cit., p. 99-171. De fait, l'implication de l'écrivain fut relativement limitée, l'association devant essentiellement son existence à l'activité d'Armand Petitjean et d'Édouard Kressman : *Entretien de l'auteur avec Jacques Grinevald*, août 2010.



réforme des cadres politiques et sociaux que Denis de Rougemont appelle de ses vœux, on ne toucherait pas ce qui forme le cœur de sa pensée dans le domaine de l'écologie, laquelle puise ses motivations dans une conception particulière des relations de l'homme et de son milieu. Pour en comprendre les ressorts, il faut revenir un instant aux textes de jeunesse, ceux antérieurs mêmes au mouvement personnaliste qui donna aux préoccupations de l'écrivain un premier corps de doctrine. C'est là peut-être que l'on mesure le mieux la spécificité de son approche et de son engagement écologique dans les années 1970.

### **Première prise de conscience écologique : « Le péril Ford » (1928)**

Voici les réflexions que livra Denis de Rougemont en 1928 dans la revue protestante *Foi et Vie*<sup>30</sup>. L'écrivain, qui n'avait que vingt-deux ans, s'intéressait à l'incroyable destinée d'Henry Ford, dont les mémoires publiés en français chez Payot s'imposaient alors comme l'un des plus gros succès de librairie<sup>31</sup>. Pourquoi Ford attira-t-il l'attention de Rougemont ? Parce qu'il représentait le « symbole du monde moderne, et le meilleur ». Ford, c'est « l'homme qui a réussi », et cette réussite était aisément quantifiable : il suffisait de compter les automobiles sortant des chaînes de montage, et de constater que leur production augmentait régulièrement, obstinément, au fil des ans. Produire, encore et toujours plus : tel fut le « rêve » de Ford, tel fut son succès. Celui-ci avait quelque chose de fascinant, d'autant que Ford semblait à première vue inattaquable, humainement parlant : au lieu d'exploiter ses ouvriers comme un capitaliste sans scrupule, il offrait au contraire l'image d'un patron soucieux de leur sort, il raccourcit leur temps de travail, il augmenta leurs salaires, il fit mieux que toutes les promesses des socialistes... Comment se pouvait-il, dans de telles conditions, que Ford incarnât un « péril » pour l'humanité, voire « la banqueroute prochaine de la civilisation » de l'homme moderne ? N'y avait-il pas au contraire de solides raisons de se réjouir ? Citons ici Rougemont :

« Le héros de l'époque, c'est *l'homme qui a réussi*.

Mais à quoi ?

C'est la plus grave question qu'on puisse poser à notre temps<sup>32</sup>. »

Ce n'est pas le succès en soi de l'entreprise fordienne qui intéressait l'écrivain, mais ses fondements et ses conséquences. Denis de Rougemont portait un jugement non point technique – sur quoi Ford offrait des arguments imparables – mais éthique, moral. Il jugeait au nom de ce qu'il nommait

30. DdR, « Le péril Ford », *Foi et Vie*, Paris, n° 4, février 1928, p. 189-202.

31. FORD H., *Ma Vie et mon Œuvre*, Paris, Payot, 1925. Avec une préface de VICTOR CAMBON.

32. DdR, « Le péril Ford », *op. cit.*, p. 192.

« l'Esprit », c'est-à-dire une réalité plus haute donnant un sens à une vie, à un travail, à des loisirs, à toutes les données de notre existence terrestre. Or Ford avait bâti son empire sur une imposture fondamentale, affirmait Rougemont, celle qui consiste à faire croire à « ce mythe extravagant du bonheur de l'humanité par la possession d'automobiles Ford ». Pour écouler ses voitures toujours plus nombreuses, l'entrepreneur a dû en effet créer une demande qui n'existait pas *a priori*. Cette demande, la réclame s'est chargée de l'inventer, puis de la démultiplier, en tâchant de convaincre les clients potentiels que l'auto correspondait à leurs besoins, même fictifs. Pour créer, ou recréer ce besoin, une stratégie efficace consiste à baisser les prix, de sorte que le client se retrouve, par un coup de force « psychologique », entraîné dans le cycle infernal de la consommation :

« Le client fait la comparaison. Il est impressionné par la baisse, au point qu'il en oublie que cela ne l'intéresse plus réellement. Il croit qu'il va gagner 5 francs en achetant 5 francs moins cher un objet que, sans cette baisse, il n'eût pas acheté du tout. Autrement dit, il est *trompé* par la baisse. L'industriel comptait. La tromperie est préméditée<sup>33</sup>. »

Ce n'est pas que l'acheteur ait effectué une dépense superflue qui inquiétait au fond Rougemont, mais la corruption de ses besoins. Car il n'y avait rien de naturel là-dedans. Le premier à pâtir de cette tromperie était l'ouvrier lui-même. Certes, Ford avait raccourci son temps de travail, qui s'en plaindrait ? Mais le loisir induit faisait partie du plan : il impliquait l'usage des produits de la firme, au premier rang desquels les voitures Ford elles-mêmes, vantées par la réclame. De sorte qu'« il rend plus complet l'esclavage de l'ouvrier, puisqu'il englobe jusqu'à son repos dans le cycle de production ». Le temps libre et les activités qui l'accompagnent ne devenaient dès lors qu'une forme supplémentaire d'aliénation, soumise à l'intensification de la production, seule finalité véritable de l'industriel. D'ailleurs Ford ne s'en cacha pas dans ses mémoires, lorsqu'il exposa les rudiments de sa « philosophie », et notamment sa conception de la liberté : travailler pour gagner de quoi vivre convenablement et mettre ainsi « de l'huile dans les rouages de la vie quotidienne ». « N'est-ce pas charmant et prometteur, nota Rougemont ? »...

Ce matérialisme qui ne dit pas son nom pouvait avoir des conséquences graves. Non pas que l'écrivain remît en cause le progrès matériel en soi, mais il souligna que ses effets étaient potentiellement dévastateurs lorsqu'il prenait trop d'importance dans nos vies : « atrophie » des « facultés de l'âme », perte de contact avec les « choses naturelles », avec les « désirs réels », apathie, « détresse »... Le sacrifice de « l'Esprit » n'était pas qu'une préoccupation d'intellectuel désœuvré. Il mettait en cause l'homme entier dans sa chair, dans son rapport avec le monde, avec la nature. C'est la perte de son unité, de ses raisons de vivre qui était en jeu. Il faut citer longuement

33. *Ibid.*, p. 193-194.

Denis de Rougemont pour mesurer ce mouvement qui porte irrésistiblement l'homme moderne vers la « neurasthénie » :

« La conquête du confort matériel l'a laissé oublier les valeurs de l'esprit au point qu'il n'éprouve plus même cette carence ; seulement, peu à peu, il découvre qu'il s'ennuie profondément ; fatigué de trop de satisfactions matérielles, il a laissé se détendre, ou il a cassé les ressorts de sa joie : l'effort libre et généreux, le sentiment d'avoir inventé ou compris par soi-même, la liberté et une certaine durée normale et capricieuse dans le plaisir, la conscience de ses besoins et de ses buts propres, humains et divins.

Mauvais loisirs. Ford lui a donné une auto pour admirer la nature entre 17 et 19 heures : vraiment, il ne lui manque plus rien – que l'envie.

Mauvais travail. Il a perdu le sens religieux, cosmique, de l'effort humain. Il ne peut plus situer son effort individuel dans le monde, lui attribuer sa véritable valeur. Il sent obscurément que son travail est anti-naturel. Il le méprise ou le subit, mais, jusque dans son repos, il en est l'esclave.

Pour s'être exclu lui-même de l'ordre de la nature, il est condamné à ne plus saisir que des *rapports* abstraits entre les choses. Il ne comprend presque plus rien à l'Univers<sup>34</sup>. »

Telles sont, poussées à l'extrême, les conséquences de la victoire mécanicienne, cette « victoire à la Pyrrhus » dont l'aventure fordienne offre le premier exemple « d'achèvement intégral ». Critique du matérialisme, aliénation de l'homme par la technique, perte de l'harmonie avec la nature, vide spirituel... Le socle de la réflexion écologique de Denis de Rougemont est déjà présent dans ces lignes écrites à la fin des années 1920. Quels facteurs ont déterminé, quatre décennies plus tard, l'engagement concret de l'écrivain dans l'action militante ?

## Un tournant : les travaux du Club de Rome et la notion de limite

Sans compter l'influence que sa seconde épouse, Nanik, exerça sur la prise de conscience de l'urgence écologique chez Denis de Rougemont<sup>35</sup>, on peut s'autoriser à parler d'un tournant dans le parcours de l'intellectuel suisse au tout début des années 1970, c'est-à-dire au moment où le Club de Rome, qui n'avait pas encore publié le célèbre rapport du MIT sur les limites de la croissance<sup>36</sup>, commença à faire connaître ses travaux. À cet égard, il faut mentionner une personnalité peu connue, qui joua un rôle important dans la reconnaissance internationale du Club de Rome : Erico Nicola.

34. *Ibid.*, p. 197-198.

35. ROUGEMONT N. de, « Sans l'Europe unie nous serions engloutis par la mondialisation [entretien] », M. DUBRULLE (dir.), *Régionalisme, fédéralisme, écologisme*, op. cit., p. 101-104. Nanik de Rougemont fonda en 1972 l'association Arcadie et siégea au groupe de Bellerive

36. MEADOWS D. et al., *Limits to growth*, New York, Universe Books, 1972.

Erico Nicola était un familier du CEC et de l'IUEE, que Rougemont dirigeait à Genève. Météorologiste et géophysicien de formation, il fut préoccupé très tôt par la question de la sauvegarde de la nature<sup>37</sup>. Officiant pendant la guerre comme colonel, il conserva des liens étroits non seulement avec l'armée suisse mais aussi avec le gouvernement fédéral, de telle sorte qu'il allait servir d'intermédiaire entre les autorités helvétiques et le Club de Rome afin de rendre possible une réunion décisive, tenue en juin 1970 à Berne. Cette date est importante pour le Club de Rome, car celui-ci – fondé de façon informelle en 1968 à l'initiative d'Aurélio Peccei, un homme d'affaires italien<sup>38</sup> – avait poursuivi jusque-là ses activités dans une relative confidentialité. Or, pour la première fois, le Club obtint la bénédiction d'une autorité gouvernementale, il se constitua publiquement en association, et il permit à un ingénieur américain du MIT, Jay Forrester, de présenter un modèle mathématique démontrant les effets globaux induits à l'horizon du XXI<sup>e</sup> siècle par la variation respective ou combinée de divers paramètres : population, ressources naturelles, investissements, pollution et qualité de la vie<sup>39</sup>. C'est précisément à partir de ce modèle, dont il prit connaissance rapidement grâce à Erico Nicola, au cours d'une soirée que ce dernier organisa chez lui en compagnie d'autres membres du Club de Rome, à Morges dans le canton de Vaud<sup>40</sup>, que Denis de Rougemont allait préciser ses vues, notamment dans le cadre du séminaire qu'il anima à l'IUEE, ainsi qu'au cours de plusieurs conférences prononcées en Suisse ou ailleurs en 1971, sous le titre : *Les Dirigeants et les finalités de la société occidentale*.

Au cours de ces conférences, Rougemont reprit à son compte l'essentiel de la démonstration de Forrester et ses conclusions, la plus importante d'entre elles étant la nécessité de penser désormais en termes de limites dans un monde fini, ce qui implique la réduction inévitable, si l'on tient à préserver une certaine qualité de vie, d'un, voire de plusieurs paramètres comme la pollution ou l'exploitation des ressources naturelles. Il faut insister sur cette notion fondamentale de *limite*, souvent réfutée à l'époque alors que le dogme de la croissance était largement dominant dans la pensée économique. Si Rougemont était acquis pour une large part aux thèses de Forrester, il importe néanmoins de souligner l'une des réserves qu'il opposa à son modèle. Rougemont notait en effet que la définition par Forrester de la « qualité de la vie » résultait de trois facteurs : l'alimentation, le niveau de vie matériel et les nuisances dues à la surpopulation. Or cette définition lui semblait réductrice dans la mesure où elle paraît « négliger des facteurs

37. Pour un résumé de ses conceptions en la matière : NICOLA E. C., « L'homme et son environnement », *Bulletin du CEC*, Genève, n° 5, XIII<sup>e</sup> année, automne 1971, p. 16-24. Voir également : GRINEVALD J., *La Biosphère de l'anthropocène : climat et pétrole, la double menace. Repères transdisciplinaires (1824-2007)*, Genève, Georg, 2007, p. 142-143.

38. Sur Aurelio Peccei et les membres du Club de Rome, voir la préface à la traduction française de *Limits to growth*, rédigée par Janine Delaunay : *Halte à la croissance?*, Paris, Fayard, 1973.

39. FORRESTER J., *World Dynamics*, Cambridge, Massachusetts, Wright-Allen Press, 1971.

40. DdR, *Autour de « L'Avenir est notre affaire »*, *op. cit.*, p. 168.

psycho-sociologiques qui peuvent être décisifs, tels que *la peur de l'avenir* en général, ou du chômage en particulier, capables de déclencher de graves troubles sociaux ; *le sentiment de liberté ou de manque de liberté* ("La liberté est une sensation. Cela se respire", écrivait Valéry, cela ne se mesure pas) ; et aussi la possibilité d'éprouver jusqu'au désespoir *une pénurie de sens de la vie* au milieu de la surabondance des machines, des objets offerts et des sollicitations de consommer<sup>41</sup> ».

La « pénurie du sens de la vie » est une expression sur laquelle on comprendra aisément que nous mettions l'accent, compte tenu de ce que nous avons noté précédemment à propos du « péril Ford ». Ici comme dans les années 1920, il s'agit d'une préoccupation majeure de Denis de Rougemont, éminemment morale autant qu'économique ou sociale. Si l'on en revient au paramètre défini par Forrester, la question pour l'écrivain suisse n'était donc pas tant de savoir quels sont les moyens de préserver un certain « niveau de vie matériel », mais d'insister bien davantage sur l'importance de la *qualité* de la vie, au sens du *mieux-vivre* défini ailleurs par un autre penseur proche de Denis de Rougemont, Bertrand de Jouvenel<sup>42</sup>, tout en sachant que ce « mieux-vivre » est difficilement quantifiable. C'est sur la base de ce constat que pourra néanmoins se dégager l'esquisse d'une solution politique. D'où l'importance accordée aux conditions de restauration d'une sociabilité, d'une convivialité, d'une société où l'homme puisse se sentir – pour reprendre le langage personnaliste – à la fois *libre et responsable*. L'une de ces conditions consistant précisément dans le renouvellement des cadres institutionnels que nous évoquions plus haut : il faut sortir du gigantisme de l'État-nation, pour en revenir, insiste Rougemont, à des entités de taille réduite<sup>43</sup> : communes, régions, en d'autres termes des espaces, des cadres de vie où la personne puisse se réaliser pleinement, s'épanouir et développer son civisme.

Il est intéressant de noter ici que la prise de conscience par Rougemont de la dégradation de l'environnement global est perçue d'une certaine manière dans un sens positif : alors que l'homme des années 1920 hostile au monde fordisé se condamnait inéluctablement à un « anarchisme stérile<sup>44</sup> », la situation d'urgence que soulève le modèle de Forrester contraint *nécessairement* à une révision des valeurs, autrement dit à un retour en force de la politique, « au sens le plus large du terme, qui est aussi le sens originel : c'est-à-dire l'aménagement des rapports humains dans la Cité, la *polis* grecque<sup>45</sup> ». Ce n'est qu'au prix de ce « changement de cap », affirme Rougemont, que la crise écologique, crise spirituelle avant tout, pourra trouver un début de solution.

41. DdR, *Les Dirigeants et les finalités de la société occidentale*, op. cit., p. 27.

42. JOUVENEL B. de, *Arcadie. Essai sur le mieux-vivre* [1968], Paris, Gallimard, 2002.

43. SCHUMACHER E.-F., *Small is beautiful* [1973], Le Seuil, Paris, 1979.

44. DdR, « Le péril Ford », op. cit., p. 199.

45. DdR, *Les Dirigeants et les finalités de la société occidentale*, op. cit., p. 29.